

LUTTONS CONTRE LA FRANÇAUFRIQUE

L'objet de cette brochure est de donner notre analyse de la politique impérialiste de l'Etat français dans ces anciennes colonies d'Afrique, la structure socio-économique des sociétés assujetties à cette domination ainsi que les leviers d'action ici et là-bas pour un véritable progrès politique et social.

1 FrançAfrique : du sang et des larmes pour le bonheur des puissants

1.1 FrançAfrique, quezaco?

La FrançAfrique est un concept développé par François-Xavier Verschave pour désigner le complexe politico-militaro-affairiste en place dans les États anciennement sous domination coloniale française.

La politique de l'État français vise à assurer le maintien de régimes politiques assurant la primauté des intérêts économiques français, assurer son influence culturelle et développer sa force militaire.

Les motivations principales sont d'assurer un approvisionnement en matières premières (pétrole, uranium et minerais) à bas coût et contrer l'impérialisme anglophone pour garder un pouvoir diplomatique important. Cela comporte également des mécanismes politiques utiles pour le financement de la vie politique française, profitant à la droite comme à la gauche.

1.2 Les moyens de cette domination

L'État français dispose d'accords militaires avec ses anciennes colonies, prévoyant l'assistance de l'armée française en cas d'agression extérieure. Cet accord est de fait étendu aux situations insurrectionnelles et aux conflits intérieurs. Pour ce faire, il y a deux bases permanentes au Gabon et une au Sénégal, ainsi que des détachements dans d'autres pays, a minima des officiers avec une mission de formation des armées et de conseil pour les pouvoirs en place.

Les services barbouzards (aujourd'hui la DGSE) ont également leur place dans l'ingérence politique avec des missions de conseil voir d'appui décisionnel pour gérer des situations politiques instables. Il existe également des corps de mercenaires autrefois recrutés chez les anciens d'Algérie et plus récemment dans les milices du Hutu Power en exil.

Sur le plan des affaires, les gouvernants-antes ami-e-s donnent délivrent des contrats d'exploitation minière et pétrolière, dans le BTP et dans la gestion des infrastructures de transit (port et réseaux ferrés) aux entreprises françaises. En échange, l'État français met à disposition sa force militaire et les entreprises bénéficiaires (Elf, Bolloré, Bouygues...) versent des commissions à la classe politique en place en Afrique de l'Ouest et parfois à la classe politique française.

L'État français, grand marchand de mort, réalise une grande partie de son business avec ses partenaires Ouest-africains avec parfois des situations de guerre civile permanente (Tchad, Angola, RDC...).

1.3 Le pétrole au cœur de la FrançAfrique

L'affaire Elf qui a vu la condamnation à de la prison ferme des dirigeants d'Elf de l'époque mitterrannique, a révélé une partie des mécanismes de corruption et d'ingérence politique.

Le mécanisme « classique » : la diplomatie (via d'anciens barbouzards salariés par Elf) décroche des droits d'exclusivité d'exploitation pétrolière. L'argent du programme est placé sur des comptes offshore, les amis sont rétribués par l'encaissement personnel d'une partie du paiement, 5% de chaque contrat est transféré sur des comptes offshore de caisse noires de partis politiques voir de comptes personnels des dirigeants d'Elf.

Le réalisme politique est de mise pour assurer le bon fonctionnement des affaires. Par exemple, Elf a traité en Angola avec le pouvoir en place pour une partie des gisements et avec l'armée rebelle sur les zones « chaudes » avec la garantie de non agression des puits. En alimentant financièrement les deux parties belligérantes qui achetaient chacune des armes françaises. L'État français a délibérément entretenu la guerre pour se faire se faire du pognon.

Dans les années 60, le Nigeria fort de ses ressources souterraines (notamment pétrolières) a voulu se poser comme un acteur majeur dans la sous-région ouest africaine avec un discours panafricaniste socialiste mettant en danger la domination française néo-coloniale dont les mécanismes étaient encore en construction.

Pour régler le problème, l'État français a appuyé la dissidence biafraise (zone pétrolifère), affaiblissant également la domination anglophone, avec un soutien militaire. Une partie des convois s'est réalisé aux côtés de l'aide humanitaire. L'État français a obtenu par ce soutien un pays en déliquescence et la mise à l'arrêt de l'industrie pétrolière entraînant au passage au moins un million de mort lors de ce conflit.

1.4 Le génocide rwandais: L'État français complice conscient

Hutu et Tutsi représente originellement une différence aristocratique, les Tutsi étant l'élite dirigeante. Comme dans toute structuration classiste, il existe des moyens « d'élévation et de régression sociale ». Suite au retrait colonial, l'État belge va favoriser l'émergence d'un mouvement politique raciste et ségrégationniste Hutu instaurant la notion de « race » distincte dans la société au nom de ses intérêts économiques de la France et de la Belgique. En effet, de nombreux Tutsi étaient à la pointe du combat anticolonial avec une idéologie plutôt socialiste. La politique raciste du nouveau gouvernement va entraîner l'exode massif de Tutsi vers l'Ouganda et la tenue de pogroms meurtriers périodiquement.

Les enfants des exilés Tutsi ne trouvant pas de place dans la société ougandaise (et s'exiler sous la dictature d'Amin Dada n'a pas du être de tout repos...), ils-elles décident de rentrer au Rwanda et de renverser la nature ségrégationniste des institutions politiques. Le FPR (Front Patriotique Rwandais) est rejoint par des dissident-e-s Tutsi et Hutu vivant au Rwanda. Dans les années 90 l'armée française va appuyer l'armée rwandaise dans sa lutte contre le FPR avec des divisions de paramilitaires, du ravitaillement d'armes, la formation d'officiers et du conseil à l'organisation de l'armée.

Parallèlement le régime d'Habyarimana (dirigent Hutu du Rwanda avant 1994) commence le chantage sur la presse gouvernementale : si vous continuer la guerre nous exterminerons les

vôtres (Tutsi) et diffuse dans la population l'idée que le FPR se prépare à exterminer les Hutu et qu'il faut en conséquence exterminer les Tutsi¹.

L'État français soutient ce régime car le Rwanda est au carrefour des impérialismes français et anglophones et la victoire du FPR verrait le passage du Rwanda dans la sphère anglophone, ce qui est le cas aujourd'hui car le Rwanda est membre du Commonwealth. Ce basculement s'est fait sous l'impulsion de Paul Kagamé président du Rwanda et ancien chef du FPR.

L'assassinat d'Habyarimana va entraîner l'assassinat de l'opposition démocratique à Kigali, la constitution du Hutu Power (parti raciste extrémiste) et de l'appareil génocidaire avec la constitution des milices Interahamwe, ainsi qu'une propagande radiophonique intensive en faveur du génocide. Le tout est orchestré par des militaires formés par l'armée française.

En trois mois, 1 millions de Tutsi seront exterminés majoritairement à la machette. Ce génocide s'arrête avec la conquête militaire du FPR. Sur la fin du génocide, l'armée française organise l'opération turquoise, officiellement une aide humanitaire mais qui a un volet militaire. L'armée française va aider le repli de l'armée rwandaise génocidaire entraînant l'exode de deux millions d'Hutu fuyant les représailles. Il y aura deux millions d'exilés en RDC (République Démocratique du Congo) qui seront longtemps sous la domination politique des anciens génocidaires, expliquant en partie la situation de guerre civile permanente en RDC.

Les anciens génocidaires, militaires ou miliciens vont entrer dans le mercenariat en RDC, au Congo-Brazzaville, au Liberia et en Sierra Leone pour le plus grand bénéfice de l'État français.

Le drame rwandais montre que pour maintenir sa domination, l'État français est capable de cautionner et d'organiser en coulisse une armée de nature génocidaire. C'est l'ultime possibilité de l'infâme domination néo-coloniale française.

Il y a beaucoup d'autres événements meurtriers sur le sujet et d'autres facettes dans les exemples explicités. On aurait pu évoquer l'assassinat de Thomas Sankara, dirigeant progressiste du Burkina Faso, de Sylvius Olympio, intellectuel panafricaniste togolais, la guerre civile Ivoirienne, Tchadienne et bien d'autres épisodes politico-militaire qui n'ont eu qu'une seule conséquence : la misère et la désolation pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes uniquement pour satisfaire l'insatiable envie de profit des actionnaires de Total, Buygues, Bolloré, Areva ainsi que la soif de pouvoir des élites politiques et militaires françaises et africaines.

2 Structure socio-économique des pays sous domination impérialiste française

Nous proposons une analyse succincte de la réalité socio-économique de l'Afrique de l'Ouest mais sans rentrer dans le détail pour éclairer la réalité de la vie de nos camarades sous domination de l'impérialisme de l'Etat français.

1

Ce n'est pas une citation mais l'essence de la diplomatie du régime raciste d'Habyarimana

2.1 Enjeux économiques et domination capitaliste

Il y a en Afrique de l'Ouest (c'est à dire les pays au sud du Sahara, au nord de l'Angola, à l'Ouest de l'axe Soudan-Ouganda-Tanzanie), à notre avis, deux enjeux économiques principaux : l'extraction de matières premières et l'exportation de produits agricoles.

2.1.1 L'économie minière

Le premier des enjeux miniers concerne le pétrole que l'on trouve particulièrement au Nigeria (hors sphère francophone), au Gabon, au Cameroun et en Angola (pays anciennement colonisé par le Portugal mais sous influence française. Le pétrole représente grosso-modo 80 % des exportations, 60 % des recettes de l'État et 40 % du PIB du Gabon et il en va de même pour les pays cités précédemment.

Ensuite nous avons l'Uranium que l'on trouve largement au Niger, en RDC et en moindre proportion au Mali. Contenu du fort développement de l'industrie nucléaire en France, il s'agit d'un enjeu stratégique majeur pour l'État français. En conséquence l'essentiel de la politique nigérienne se joue autour des intérêts d'Areva sur les mines du Nord.

On trouve également des minerais « nobles » tel que l'or (Mali, Libéria, RDC), les diamants (Liberia, Mali)...

Ensuite on a pléthore de minerais industriels tel que l'aluminium, le cuivre, la bauxite... et cela dans pas mal de pays de la sous-région.

On peut dire que plus les enjeux économiques sont importants plus l'État français verrouille la structure politique. Par exemple, le Gabon qui fait parti d'un pays essentiel dans l'échiquier politique de l'État français avec ses ressources en pétrole, dispose de deux bases militaires permanentes ainsi que de nombreux conseillers militaires.

Il existe une grande opacité sur l'importance des mines et de leur fonctionnement. En effet, il est complexe de savoir les volumes extraient par exemple au Nord Kivu (RDC) puisqu'il y a une situation de guerre quasi permanente depuis 20 ans (dernier mouvement de mercenaires anglophone le M23). Au Niger, nous avons eu plusieurs témoignages directs de personnes affirmant avoir travaillé dans des mines d'or et ce dans des conditions terribles alors qu'officiellement il n'y a pas de mines d'or sur le territoire nigérien.

Si les enjeux miniers sont les plus importants en terme de PIB, richesses créées... ils ne concernent pas la majorité de la population. Au Gabon toute l'industrie (donc très majoritairement l'extraction de matières premières) ne concerne que 25 % de la population. Pour l'immense majorité des camarades d'Afrique de l'Ouest, les mines ont deux conséquences : des infrastructures routières (juste le minimum) et une oppression politique importante voire des situations de guerre civiles structurelles (RDC, Tchad) ou chroniques (Cote d'Ivoire, Togo, Centrafrique...).

A contrario, on peut d'ailleurs analyser que l'État français à réagit relativement tard à l'expérience sankariste (coup d'Etat militaire qui s'est suivi d'une restructuration socio-économique importante dans le sens d'un effectif progrès social) car c'est un pays sans enjeu minier.

2.1.2 L'économie agricole

Si ce secteur est moins important pour les capitalistes, il concerne la majorité de la population tant par le travail que par la consommation puisque l'alimentation est un problème fondamental, étant le premier poste de dépense des foyers.

Du point de vue de la consommation, il y a une captation de richesse par les capitalistes qui tiennent les stocks céréaliers et réalisent la vente en gros. Par exemple au Mali, 75% des importations de riz sont effectuées par trois opérateurs. Le stockage de grain, source de spéculation est notamment réalisé par les magasins SOMIEX et l'organisme étatique OPAM dont les liens avec les importateurs sont douteux. La chaîne capitaliste autour des marchés céréaliers fait intervenir essentiellement une bourgeoisie nationale. Il faut savoir que la plupart des pays Ouest-Africains sont importateurs net de céréales, ce qui explique le poids des importateurs/grossistes.

Du point de vue de la production de céréales (mil, riz, sorgho...), les grossistes pressurent les paysans autant que faire ce peut mais les volumes qu'ils/elles gèrent sont minoritaires. La production en Afrique de l'Ouest est par ordre d'importance : autoconsommée par les producteurs/trices, vendue au détail par des petit-e-s commerçant-e-s sur les innombrables marchés, achetée par des organismes d'État ou internationaux pour constituer un stock « tampon » des prix, achetée par des grossistes. Les stocks de réserve étatique sont sujets à corruption notamment par les grossistes pour favoriser des prix hauts. Leur gestion implique des coûts bureaucratiques importants notamment pour les stocks gérés par les organisations internationales.

Outre la production céréalière et maraîchère à vocation intérieure, les paysans-annes produisent des produits agricoles dits « de rente » tel que l'arachide pour faire de l'huile, du coton, des noix de palme, des ananas... Sur ces productions, les capitalistes pressurent les travailleurs-euses sur deux plans. Ils-elles imposent des prix bas et surtout fluctuant (donc régulièrement sous le niveau des coûts de production). Lors de la vague dite d'ajustements structurels (libéralisation des secteurs économiques de l'État dans les années 90 pour résorber les dettes des États), les structures d'achat du coton qui étaient étatiques et qui malgré de nombreux détournements de fonds par les politicard-e-s, avaient des mécanismes de lissage des prix, permettant aux paysans-annes d'avoir des prix stables, ont été libéralisées. En conséquence, il a eu un effondrement des prix, donc un appauvrissement généralisé et une chute de la production.

Dans l'objectif de réaliser des profits sur l'exportation de produits agricoles, des groupes capitalistes accaparent de bonnes terres productives pour la culture de coton, d'ananas... avec du coup une spéculation plus importante sur les terres et un accès de plus en plus difficile pour les paysans-annes. Depuis une dizaine d'année, avec une accélération ces 5 dernières années, on voit des États acheter directement ou via des sociétés proches du pouvoir, de vastes terres pour alimenter leur propre marché tel que la Chine, la Corée du sud... ce phénomène est surtout développé sur la partie Est de l'Afrique car plus proche par la mer de l'Asie mais il se développe rapidement dans tout les pays du continent. C'est d'ailleurs un des enjeux de la dernière guerre au Mali car l'État soutenu par l'armée française s'appête à vendre 2 millions d'hectares.

2.1.3 Les infrastructures

L'essentiel des produits (miniers et agricoles) exploités par les capitalistes est sous forme primaire et ne peut être consommé sur place compte tenu du bas niveau de vie de nos camarades. Donc il est indispensable qu'il y ait un minimum d'infrastructures, réseau routier et ferroviaire et port maritime pour assurer l'exportation.

Les sommes engagées sont relativement importantes et font largement l'objet de corruption.

Bouygues et Bolloré sont les champions pour l'obtention de contrats de construction et de gestion des ports autonomes. Plus on rapproche de la côte plus les enjeux, par concentrations des flux d'exportation, sont importants.

La téléphonie fait également l'objet d'une âpre concurrence, Orange longtemps hégémonique est aujourd'hui concurrencé par des opérateurs chinois, ivoiriens, gabonais...

2.1.4 L'économie mafieuse

Faible à l'échelle des volumes financiers de la sous-région, elle peut-être déterminante dans plusieurs régions. L'Amérique du Sud étant black-listé et les voies aéronautiques de plus en plus verrouillées, l'Afrique s'est imposé comme voie de passage de différentes drogues pour l'Europe.

Les pays les plus concernés sont les Guinée-Conakry et Guinée-Bissau, Libéria, Sierra Leone car ce sont les portes d'entrées de la drogue sur le continent Africain. Les mafieux profitent de la situation de guerre de ces pays et sont liés aux forces militaires en présence voire en leur sein. C'est un tel paradis pour le trafic qu'il y a des ateliers de fabrication de drogue qui se sont montés en Guinée-Bissau.

Outre le maintien de juntes militaires dans les pays d'entrée et une situation de guerre permanente, le trafic de drogue favorise la militarisation de bandes armées dans tout le Sahara. En effet, la drogue/contrebande passe par le désert pour remonter vers le Maghreb et l'Europe car il s'agit d'un territoire incontrôlable et qui présente l'avantage d'avoir une population (touaregs) hostile aux autorités étatiques car marginalisée socialement et politiquement. Le trafic de drogue/contrebande ainsi que les voies d'émigration (une des voies d'émigration vers l'Europe c'est de passer par l'Erg du Ténéré pour arriver en Libye puis d'atterrir en Italie) maintiennent économiquement des bandes armées aux objectifs politiques douteux (fascismes religieux,unte militaire, organisation clanique...), détournant les mouvements d'opposition aux divers États contrôlant le Sahara.

2.2 Structure sociale

2.2.1 Les différentes classes sociales

Nous avons en Afrique de l'Ouest, essentiellement des paysans-annes et des chomeurs-euses qui vivent dans l'économie dite « informelle », c'est à dire des personnes faisant du service (petit commerce, réparation/bricolage...). Dans des catégories de moindre importance : les ouvrier-ères dans les mines, dans le BTP, les docks... les fonctionnaires, les militaires, la bourgeoisie nationale (grossistes/importateurs et possédant-e-s des quelques usines de transformation alimentaire ou téléphonie, les professions libérales), l'élite politique.

Évidemment, l'élite politique et économique domine le reste de la société mais les mécanismes ne sont les mêmes qu'en Europe. Très souvent la structure militaire possède un poids important et autonome des structures politiques, et peut souvent renverser un clan politique donné si l'élite

militaire voit ses intérêts spécifiques menacés. Le dernier coup d'État au Niger est un bel exemple. L'ex-président Mamadou Tandja avait réalisé un coup de force constitutionnel en prenant les pleins pouvoirs car il ne pouvait plus se représenter, entraînant une instabilité politique et sociale. Pour affermir son autorité, il s'est porté sur la défense des intérêts économiques chinois et a limité le pouvoir de l'armée plutôt francophile et réfractaire aux instabilités politiques. L'armée a alors réalisé un coup d'état pour « rétablir la démocratie » en organisant une nouvelle constitution consensuelle et des élections car en l'état la démocratie nigérienne entretenait grassement la grande muette.

Au Gabon, la bataille pour récupérer l'héritage d'Omar Bongo a été gagnée par Ali Bongo face au clan de sa grande sœur qui avait pourtant plus de poids politique, car il bénéficiait du soutien d'une large partie de l'élite militaire (soutien qu'il a structuré lorsqu'il était ministre des armées) et par voie de conséquence de l'État français.

La bourgeoisie nationale est faible numériquement et provient essentiellement du fonctionariat corrompu qui peut d'investir dans des activités économiques une fois que le magot détourné est suffisamment important. Le meilleur moyen de faire un max de pognon reste de monter très haut dans l'organigramme politique. D'ailleurs un-e bourgeois-e n'a aucune chance de prospérer sans des liens importants (via la corruption) avec l'élite politique compte tenu de l'autoritarisme des structures politiques.

Pour ce qui des classes opprimé-e-s, le niveau de conscience, le niveau d'organisation et la force collective sont faibles. Néanmoins, il apparaît régulièrement des révoltes sociales essentiellement autour des enjeux sur l'alimentation.

Il existe également une contestation politique mais qui tourne souvent autour d'une démocratisation des régimes et qui est peu sociale et donc facilement manipulable. Par exemple, le PNDS au Niger était au départ un parti virulent sur la corruption autour de l'Uranium et exigeant sur les revendications de démocratisation. Lors d'élections législatives, ils-elles ont eu des sièges et ont par la suite été intégré-e-s à une sorte de plate-forme d'union nationale sur l'extraction d'uranium. En gros, c'était le cadre formel du partage du gâteau et du coup le PNDS s'est normalisé à tel point que le président actuel, élu (avec cautionnement militaire et néo-colonial) après le coup d'État de 2010 n'est d'autre que Mahamadou Issoufou le taulier du PNDS.

L'État possède quasi exclusivement des fonctions régaliennes. Donc pour une large partie de la population les rapports avec l'État sont exclusivement des coups de bâtons si on ne peut pas payer l'impôt. Il est fréquent que des personnes « prennent le maquis » pour échapper à la répression lorsqu'ils-elles ne peuvent payer l'impôt.

Le fort niveau de corruption et l'absence de structures sociales étatisées font qu'il y a un sentiment important de colère vis à vis de l'État mais qui ne se traduit pas politiquement ou bien marginalement.

2.2.2 Les ethnies en Afrique de l'Ouest

Il s'agit souvent d'un élément d'incompréhension pour pas mal d'Européen-éene-s lorsque l'on parle de politique Africaine. Selon le Larousse une ethnie c'est « *un groupement humain qui possède une structure familiale, économique et sociale homogène et dont l'unité repose sur une communauté de langue et de culture* ». Ce « groupement humain homogène » a pour nous deux origines, une organisation aristocratique de la société et/ou une organisation économique par corporation. Il faut également prendre en compte la colonisation historique du lieu. On peut avoir

deux ethnies étant sur deux zones pédo-climatiques similaires, avec les mêmes métiers mais avec un peuplement historique différent. Par exemple le Niger est le carrefour des peuplements par l'est via le Tchad, de religion musulmane et des remontées de personnes venant des zones côtières avec une organisation aristocratique et de religion animiste.

Exemple classique, les Peuls sont les bergers transhumants de l'Afrique de l'Ouest. Il y a souvent pour une ethnie donnée un métier qui lui est associé et ce métier est héréditaire. Souvent l'ethnie n'est que l'héritabilité des métiers auxquels se superpose de nombreux éléments culturels : langue, fêtes, religion... Les ethnies ont d'ailleurs une répartition qui correspond peu ou prou à des ensembles pédo-climatiques homogènes donc à des métiers similaires (cultivant ou élevant les mêmes espèces).

Si on prend un pays comme le Niger, nous avons par ordre d'importance : les Haoussas, les cultivateurs de mil du sahel à l'Est de Niamey, les Songhaï-Djermas cultivateurs de mil à l'Ouest de Niamey historiquement animistes et organisés en leurs sein de façon aristocratique, les Touaregs, les éleveurs-euses et commerçant-e-s du désert, les Peuls, éleveurs-euses transhumants présent dans toute l'Afrique de l'Ouest avec historiquement une culture guerrière, les Kanuris, historiquement éleveurs guerriers venant du Tchad, les Gourmantchés cultivateurs céréales maraichage situé majoritairement au Burkina-Faso donc présents à la frontière nigérienne.

Il est fréquent que le pouvoir politique soit composé largement d'une ethnie particulière (évidemment l'essentielle des personnes de cette ethnie font partie des classes opprimées) ce qui entraîne le glissement de la contestation politique à l'affrontement ethnique. C'est d'autant plus facile que les dirigeant-e-s ont tendances à privilégier leur bassin géographique avec les quelques programmes sociaux qu'ils-elles peuvent donner. Au fond il s'agit de donner des miettes pour s'assurer le soutien d'une partie de la population sur des bases ethniques.

Si la structure économique par corporation s'est largement affaiblie avec la colonisation et le capitalisme, l'identité ethnique reste forte bien qu'à notre avis elle s'affaiblit dans les grands centres urbains. Pour certaines ethnies, le lien historique ethnie-métier reste largement valable comme pour les Peuls qui sont encore largement les bergers-ères transhumants de l'Afrique de l'Ouest.

2.2.3 Le poids des corbeaux religieux

En Afrique de l'Ouest, on a trois courants religieux les monothéismes chrétiens et musulmans et divers courants animistes. Si l'animisme est combattu par les autres courants religieux, par les États et marginalisé socialement, il reste important tant comme pratique religieuse d'une bonne proportion de la population ($\frac{1}{4}$ de la population béninoise est animiste) que comme élément conditionnant les particularismes de la pratique religieuse des monothéistes. Comme souvent dans les cas de colonisation religieuse, une partie des croyances précédentes a été intégrée dans la pratique de la nouvelle religion. Par exemple, on a un culte important des saints catholiques avec des rites qui sont une christianisation de rites animistes.

L'animisme est largement présent près des côtes et pratiquement inexistant vers le nord-est, bastion historique de la religion musulmane. Comme cette religion est marginalisée, son poids politique s'affaiblit mais reste fort dans la légitimation de la chefferie traditionnelle.

Le monothéisme chrétien est majoritaire près des côtes et est de moins en moins présent à mesure que l'on se déplace vers l'Est et le Nord. On trouve l'Église catholique et pléthore d'officines

protestantes. Aujourd'hui l'Église catholique, encore bien présente, a tendance à s'affaiblir relativement. Par rapport à la concurrence protestante, elle a l'avantage d'avoir un culte des saints qui permet d'intégrer des éléments de culture animiste. Ces dernières années, on a vu, outre les courants classiques du protestantisme, le développement d'innombrables sectes autour de leaders religieux très folkloriques et avec des doctrines assez baroques. Le choix stratégique du développement des chapelles chrétiennes, catholiques comme protestantes, est de se porter sur le terrain de la charité. De fait les structures religieuses offrent de la charité alimentaire, matérielle... qui attire pas mal de monde. C'est d'autant plus facile que les relais occidentaux de ces structures religieuses permettent de lever pas mal de fonds.

Le monothéisme musulman est largement majoritaire au Nord et à l'Est de la sous région. Aujourd'hui c'est le courant religieux qui rallie de plus en plus de personne. Le prosélytisme musulman se porte sur deux axes : être une religion tolérante car elle reconnaît le Christ comme prophète (facilite la conversion de chrétiens) et surtout être une alternative sociale. En effet, ce qui est mis en avant, c'est que dans le programme fondamentaliste religieux, il est possible pour quelqu'un d'utiliser une terre si personne ne l'utilise depuis plus de trois ans, l'usure est interdite... Outre la doctrine, de nombreuses structures de luttes contre les structures d'oppression ont une affiliation (plus ou moins doctrinaire) avec la croyance musulmane. Évidemment, cela entraîne des dérives des contestations politiques avec des affrontements religieux comme les massacres de chrétiens au Nigéria par Boko Haram sous prétexte de lutte contre l'impérialisme occidental.

L'identité religieuse est un large frein à la prise de conscience des intérêts de classe puisque structurante dans le quotidien

2.2.4 Le patriarcat

Les sociétés d'Afrique de l'Ouest sont largement genrées au détriment des femmes.. En effet, la polygamie, souvent interdit par l'État, est très fréquente et rarement librement choisie par les femmes. Le viol est un phénomène social important et est utilisé comme arme de guerre lors des conflits. Les femmes ont souvent le corps usé par de nombreuses grossesses et par des travaux de force exténuants, dont le plus répandu est le pillage des céréales. Cette domination patriarcale permet aux hommes de reporter leur domination économique dans la structure familiale.

L'autre versant du patriarcat est la domination des aînés sur les cadets que ce soit du père sur le fils que du grand frère sur le petit frère. En effet, il est communément admis qu'un « jeune » doit donner une partie de son travail à ses aînés. De telles relations sociales expliquent largement, la situation de nos camarades sans-papiers qui doivent « retourner au pays » et qui sont obligés de changer d'identité pour éviter des représailles familiales.

Le jeu de l'impérialisme français est de faire jouer les conflits entre les différents groupes sociaux pour éviter que toutes et tous ne se lèvent contre cet ennemi commun. Par exemple, l'État français favorise le poids de l'armée comme groupe politique conservateur avec la formation des officiers contre le reste de la société. L'État français favorise via Total (anciennement Elf) tel ou tel clan ethnique contre un autre...

3 Impérialismes concurrents de la FrançAfrique

Si les classes opprimées sont traversées par des opinions contradictoires, des conflits... il en va de même parmi les classes dirigeantes et la politique impérialiste de l'Etat français est d'abord attaquée par d'autres dirigeants aux intérêts particuliers divergents.

3.1 Les vassaux contre le seigneur

Si on peut aisément dire que les Etats d'Afrique de l'Ouest sont assujetties aux choix politiques généraux portés par la classe dirigeante française, cette relation de soumission est largement traversée par des crises. En effet, la classe dirigeante d'Afrique n'est soumise à celle de la France uniquement par intérêt et cherche comme toute classe détentrice de pouvoir à accroître sa force et à s'autonomiser autant que faire se peut de sa tutelle.

Il n'y a aucun Etat Africain suffisamment puissant et influent qui soit en mesure de mener un fronde diplomatique visant à supplanter l'impérialisme français. Depuis la décolonisation des années 60, l'Etat français a toujours veillé à affaiblir un allié devenu menaçant, à éliminer physiquement les oppositions trop virulentes. Les frontières actuelles des pays d'Afrique de l'Ouest découlent des découpages coloniaux et ont pour but de diviser des ensembles économiques et sociaux qui pourraient prendre un poids politique dangereux pour le pouvoir impérialiste. C'est une sorte de balkanisation de l'Afrique car comme pour la Yougoslavie, il s'agit bien de diviser pour mieux régner !

Malgré cette soumission indépassable dans la situation actuelle pour la classe dirigeante africaine, les intérêts particuliers de cette classe dirigeante peuvent entrer en conflit avec ceux de l'Etat français. Par exemple, Omar Bongo, feu dictateur du Gabon, s'est opposé à la tentative de réforme des mécanismes de la FrançAfrique par Joyet, ministre sous Sarkozy. L'intérêt pour la classe dirigeante française était de mettre du vernis par une reformette de circonstance pour faire taire les critiques autour de la nature impérialiste de la politique française en Afrique. La domination serait restée de la même nature et les profits pour les classes dirigeantes françaises et africaines sensiblement les mêmes sans une contestation minime mais gênante. Toutefois cela touchait trop aux intérêts particuliers du patriarche Bongo qui a usé tout son poids pour faire limoger Joyet et stopper les réformes en cours. Cela a eu pour effet de discréditer le gouvernement Fillon et d'influer négativement sur l'opinion publique, même si c'était minime cela reste un acte de soumission du seigneur face à un vassal.

Outre de récurrents conflits du même acabit, il y a de nombreuses crises internes aux classes dirigeantes africaines qui menacent par effet de domino les intérêts français. L'effet conjugué d'un militarisme important et d'Etats à structure minimaliste rend facile les putschs et alimente les ambitions de nombreux hommes politiques et militaires. Cela peut prendre de telles proportions que l'Etat vassal de l'impérialisme est tout bonnement grillé et le tissu économique tellement dégradé qu'il est impossible de capter une rente sur le travail des exploités. Le meilleur exemple est la Centrafrique dont l'Etat se résume à plusieurs bandes armées rivales et où l'économie est pratiquement réduite à la production et consommation familiale.

Si aucun vassal n'est en mesure pour nous de supplanter l'impérialisme de l'Etat français, il y a de récurrentes crises politiques qui vont à l'encontre (faiblement tout de même) des

intérêts de la classe dominante impérialiste soit par un rapport de force politique défavorable soit par une trop grande déstabilisation politique et économique.

3.2 L'impérialisme anglophone

Nous assimilons sous ce terme les impérialismes des USA et de la Grande Bretagne qui sont à tel point alliés qu'ils se confondent souvent dans leurs objectifs ainsi que dans les mécanismes en œuvre. Toutefois suivent les situations c'est l'un ou l'autre qui est le plus directement impliqué avec une tendance à un poids grandissant des USA au détriment de la Grande Bretagne.

En Afrique, l'impérialisme anglophone est essentiellement à l'œuvre sur la partie Est du continent et la plupart des pays concernés sont membres de l'association économique du Commonwealth.

La « frontière » des impérialismes français et anglophone se situe au niveau du Rwanda et de la RDC et on voit de part et autre des tentatives de déstabilisation visant à faire basculer un Etat d'un bloc à l'autre. Par exemple, les USA ont soutenu en sous-main le M23, groupe paramilitaire de RDC pour fragiliser cet État du bloc français et tenter d'obtenir la division de ce pays avec une fraction (le Kivu) qui passe dans le bloc anglophone.

Outre ces conflits frontaliers, la classe impérialiste anglophone a essayé d'appuyer le Nigeria et le Ghana (situé en Afrique de l'Ouest) à créer une alliance diplomatique ouest-africaine qui déstabilise fortement l'impérialisme français. Dans cette lutte, l'impérialisme français a largement gagné la partie car aujourd'hui le Nigeria est ravagé par des conflits internes, le Ghana est isolé et l'État français a laminé le Liberia (ancien allié des USA) avec le soutien à la razzia militaire de Charles Taylor à la fin des années 90.

L'impérialisme anglophone bien que source de conflits réguliers avec les intérêts de l'impérialisme français n'est pas en mesure de le supplanter. Ses relais en Afrique de l'Ouest, Nigéria et Ghana, sont relativement faibles et la « frontière » est tenue car le rapport de force militaire est largement défavorable aux dissidences soutenues pas le bloc anglophone.

3.3 L'impérialisme chinois

Acteur relativement récent des enjeux politiques et économiques en Afrique, la Chine a aujourd'hui une place importante qu'elle a acquise au détriment des impérialismes occidentaux. On observe un nombre croissant de secteurs économiques où se place la Chine sur l'ensemble du continent africain. Les secteurs les plus prisées par les entreprises chinoises sont : la Téléphonie, le BTP, les ressources primaires (Pétrole, Uranium) et le marché des terres agricoles.

La plupart des conquêtes de marché se font dans des États qui sont le plus souvent sous la tutelle impérialiste et de fait avec des décideurs politiques plutôt hostiles. Cette progression est liée à une plus grande compétitivité des entreprises chinoises, notamment dans le secteur du BTP où les entreprises concernées utilisent souvent une main d'œuvre chinoise qui a une plus grande possibilité d'exploitation.

Bien que l'impérialisme chinois concurrence les intérêts de l'impérialisme français en prenant des marchés juteux autrefois réservé aux entreprises francophone, il n'est pas pour nous en mesure de le supplanter à moyen terme. En effet, la plupart des élites militaires des

pays sous tutelle impérialiste française sont formées et accompagnées par l'armée française. Ces élites pour leur propre conservation sont largement francophiles et se porte comme les garants du lien entre les États africains et l'État français, avec comme possibilité ultime le putsch. L'éviction de Mamadou Tandja, président du Niger en 2010, est pour nous un exemple emblématique puisque l'armée a évincé un président qui, en autre chose, était « trop » arrangeant pour les entreprises chinoises notamment sur les contrats d'extraction d'Uranium.

3.4 L'impérialisme des monarchies de la péninsule arabique

Si la porte d'entrée de l'impérialisme chinois est l'économie, l'impérialisme des monarchies arabes dont le plus souvent évoqué est le Qatar, est celui de la politique. L'ensemble des monarchies de la péninsule arabique soutiennent les mouvements politiques dissidents ayant un programme politique théocratique.

Lors du conflit au Nord Mali, les groupes armés d'AQMI et Ansar Dine étaient soutenu financièrement par le Qatar. **Si aujourd'hui, ces groupes armés ne sont pas en mesure de s'emparer du pouvoir sur une vaste zone et s'y maintenir, ils sont un facteur important de déstabilisation politique et économique avec la tutelle qu'il exercent sur l'économie mafieuse.**

Il semble que ces groupes gagnent en force militaire et dans certains cas du soutien de la population ce qui en fait une menace croissante pour l'impérialisme français.

Bien que fragilisé par des intérêts concurrents d'autres puissances impérialistes, l'impérialisme français nous semble encore solide et reste le premier facteur d'assujettissement des peuples d'Afrique de l'Ouest. Le principal facteur de solidité de l'impérialisme français est son poids dans la formation des élites militaires.

4 Axes de lutte contre l'impérialisme français en Afrique

Bien qu'il y ait une mosaïque d'acteurs et d'intérêts dans les ex-colonies françaises en Afrique, il est clair pour nous que l'impérialisme français reste la principale source d'aliénation des populations africaines. Aussi pour obtenir un véritable progrès social et politique, il nous semble indispensable de combattre et d'anéantir l'impérialisme français dans ces anciennes colonies.

4.1 Combattre sur le territoire français

Notre proximité avec le centre du pouvoir impérialiste français, nous permet d'avoir un poids important, en tout cas supérieur que pour la lutte contre l'impérialisme anglo-saxon. Cette proximité et la force potentielle qui en découle nous impose d'orienter prioritairement notre combat anti-impérialiste sur le cas spécifique de la lutte contre la françafrique.

4.1.1 Remporter le combat idéologique

Le premier enjeu pour nous est idéologique car nombre de nos camarades de classe en France adhère en partie à l'idée que l'impérialisme français est la condition pour avoir un certain bien être matériel et assure une certaine stabilité politique. Nous pensons que cela est lié à la fois à une

grande méconnaissance de l'ampleur des crimes de l'impérialisme français en Afrique et au matraquage médiatique des versants « humanitaires » des missions de l'armée française en Afrique. A notre avis appuyer la diffusion de la réalité de la politique française en Afrique, permettra de fracturer cette collusion idéologique entre les classes opprimées et dirigeantes en France sur ce sujet. Le sentiment instinctif d'altruisme fera qu'une fraction importante des classes opprimées du territoire français refusera d'accepter les horreurs de l'impérialisme français en Afrique même pour un meilleur confort matériel. Ceci sera d'autant plus vrai si nous démontrons de façon convaincante que les profits issus de la domination néo-coloniale vont très majoritairement dans les poches des capitalistes. Pour avoir une vie matériellement décente, il n'est absolument pas nécessaire de maintenir une large fraction de l'humanité dans une misère extrême et dans des guerres sanglantes et interminables !

4.1.2 Casser la colonne vertébrale de la Françafrique : abattre le militarisme

Comme nous l'avons détaillé précédemment, la structure militaire détachée en Afrique est l'outil central de la domination néo-coloniale française. Aussi, nous pensons que l'action la plus efficace pour combattre la françafrique est d'avoir des luttes ayant comme revendications immédiates le démantèlement de l'arsenal militaire français en Afrique avec :

- l'abrogation des accords militaires bilatéraux
- le démantèlement de toutes les bases militaires françaises en Afrique
- le limogeage des officiers qui font du conseil militaire et de la formation en Afrique

Nous pensons qu'avec ces revendications et l'élévation du rapport de force idéologique il est possible d'atteindre des mobilisations conséquentes en mesure de faire plier l'impérialisme français en Afrique.

De façon moins prioritaire, il est également possible de porter des luttes spécifiques sur les entreprises capitalistes ayant de nombreux intérêts en Afrique tel que Total, Bougues et Bolloré.

4.1.3 Lier la lutte contre la françafrique, les luttes de migrant-e-s et les associations d'expatrié-e-s

Si toutes les convergences de lutte sont souhaitables, il y en a de plus évidentes que d'autres. Les migrant-e-s font le choix de l'expatriation malgré les innombrables risques, souvent mortels en raison de la criminalisation politique, les situations de guerre et l'extrême pauvreté. Aussi pour nous, lutter contre la domination impérialiste française, c'est lutter contre une des sources de la misère que subissent les migrant-e-s.

Si nous souhaitons mener des luttes « ici » contre l'impérialisme français, il est pertinent d'être au mieux informé des dynamiques politiques et sociales dans les pays assujettis à la Françafrique et faire connaître nos combats et positions à nos camarades de classe « là-bas ». Pour parvenir à cette fin, il nous semble que l'appropriation par les associations d'expatrié-e-s du combat anti-impérialiste serait un moyen efficace. En effet, pour lutter contre l'isolement et pour transférer une partie de la richesse gagnée en France, les expatrié-e-s se regroupent souvent formellement ou non en associations communautaires. Ces associations sont nombreuses et constituent donc un pont social important entre exploités en France et dans les ex-colonies. Il est aussi possible de passer par les liens politiques et syndicaux internationaux. Malheureusement, les structures progressistes dans les pays sous domination néo-coloniale sont souvent criminalisées et

groupusculaires ce qui fait que ce canal, aussi pertinent soit-il, est peu porteur contenu de son faible impact.

Outre un renforcement important de la lutte contre l'impérialisme français en Afrique, le triptique Lutte contre la Françafrique-Lutte de migrant-e-s-Association d'expatrié-e-s permettrait une diffusion de l'anarcho-communiste vers le continent africain. Pour nous le communisme libertaire est un projet politique qui porte des valeurs d'égalité et de liberté universelles et qui peut prendre des formes diverses en fonctions des particularismes culturels. Donc nous pensons que le développement de structures politiques et syndicales ayant pour but le communisme libertaire en Afrique marquerait une étape importante dans la voie vers le progrès social et politique.

4.2 Soutenir les combats politiques et sociaux en Afrique

Dans le cadre du renforcement du combat anti-impérialiste, il nous semble nécessaire et impératif de soutenir les luttes dans les ex-colonies qui vont à l'encontre de la domination impérialiste française et dans le sens d'un progrès social et politique.

A contrario de nombreuses associations ou structures politiques qui s'intéressent aux enjeux politiques et sociaux des anciennes colonies de l'État français, nous pensons que le seul soutien aux oppositions « démocratiques » et la tenue d'élections « honnêtes » est une voie politique stérile. Nous nous opposons également aux soutiens que portent certains milieux Tiers-mondiste ou communistes autoritaires, vers des régimes dictatoriaux (feu-Khadafi ou Laurent Gbagbo) sous prétexte qu'ils s'opposent aux impérialismes occidentaux.

Nous pensons que des progrès sociaux et politiques durables dans les pays assujétis à l'impérialisme de l'État français ne peuvent s'obtenir uniquement par le développement de mouvements populaires ayant pour objectifs l'élévation économique et sociale des classes opprimées ET l'extension des libertés individuelles et collectives. Tout comme nous l'exprimons régulièrement sur d'autres sujets, nous pensons que la résolution définitive des oppressions d'une minorité sur une majorité en Afrique comme ailleurs passe par l'avenement et la victoire d'une révolution sociale et libertaire.

Bien qu'il n'existe pas à notre connaissance de structures politiques ou syndicales se donnant comme objectif le communisme libertaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, il y a des structures et des mouvements qui vont dans le sens d'un affrontement avec les classes dirigeantes pour le bénéfice des classes opprimées. Des syndicalistes révolutionnaires de [Burkina Faso], au mouvement des sans-voix (Mali) en passant par les émeutes contre la faim de 2008, il y a de nombreuses structures et luttes qui en cas de victoires améliorerait immédiatement la condition des classes opprimées d'Afrique de l'Ouest pour la durée. La massification et la radicalisation des mouvements luttant pour « le pain et la liberté » irait à notre avis vers une révolution sociale et l'anéantissement des guerres structurelles, de la corruption, de la misère...

Le premier soutien à faire, à notre avis est de relayer les luttes sociales et politiques en Afrique qui bien souvent sont méconnues, minorées et décrédibilisés. Suivant la mesure des enjeux et notre force collective, la construction de manifestations pour mettre la pression sur l'État français et/ou des entreprises en mesure de prendre des mesures de repression des luttes émancipatrices, peut s'avérer essentielle. Si l'occasion se présente pour l'établissement de liens organisationnels

avec des structures progressistes ayant la volonté d'agir de concert, cela sera la meilleur solidarité possible !

Conclusion

Les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vivent nos camarades de classe dans les pays anciennement colonisés par l'État français, sont largement issues de la domination impérialiste française. Les mécanismes de domination néo-coloniaux ont pour origine la volonté du pouvoir de survivre aux luttes d'émancipation anti-coloniale des années 50 et de garder l'essentiel, le vol des matières premières et la domination politique. Si hier la domination était directement intégrée à l'appareil d'État de la métropole, aujourd'hui elle se fait par l'intermédiaire d'une classe dirigeante en Afrique ayant pour l'essentiel des intérêts convergents de ceux de la métropole.

La domination de cette région du monde renforce le pouvoir de l'État français face aux puissances impérialistes concurrentes et fait de nos dirigeants une pièce majeure de l'échiquier politique mondial. Concrètement il s'agit de maintenir Total parmi les « meilleures » multinationales, et tant pis pour la misère et les désastres écologiques au Nigéria. Il s'agit également d'avoir de bons touts à la tête du Niger pour favoriser Areva au détriment des entreprises chinoises. Il s'agit aussi de soutenir un gouvernement génocidaire au Rwanda pour éviter que 10 millions d'habitantes soit dominées par l'impérialisme anglo-saxons au lieu de l'impérialisme français.

Si d'autres puissances impérialistes ont des intérêts en Afrique et cherchent à accroître leurs pouvoirs, le néo-colonialisme français est encore largement responsable des conditions de nos camarades de classe et résiste largement à la concurrence.

Nous affirmons que de véritables progrès sociaux et politiques ne pourront s'obtenir uniquement en abattant la françafrique, domination néo-coloniale de l'État français sur les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Si la fin de la françafrique est le but, elle doit selon nous s'obtenir par la voie de la lutte populaire tant en France que dans les pays sous-domination néocoloniale. Pragmatiquement nous pensons que nous arriveront à notre fin avec:

- l'amplification et la radicalisation des luttes ayant pour objectif immédiat l'amélioration économique et l'extension des libertés individuelles et collectives en Afrique
- le développement de luttes en France exigeant le démantèlement des structures militaires françaises en Afrique

Plus que pour tout autre sujet, les puissant-e-s font preuve de cynisme et de violence pour la défense de leur intérêts et il est urgent de nous opposer aux ordures qui à l'instar de Mitterrand affirment que « dans ces pays-là, un génocide, c'est pas trop important ».